



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 12 DE LA CDB ET DE LA CDP/RDP 1 DU PROTOCOLE DE NAGOYA MERCREDI 15 OCTOBRE 2014

Le Segment de haut-niveau s'est réuni tout au long de la journée. Le Groupe de travail I a examiné les projets de décisions portant sur la biodiversité et le développement durable, l'intégration des questions d'égalité des sexes, l'amélioration de l'efficacité, le programme de travail pluriannuel de la Cdp, le renforcement des capacités et l'APA dans le cadre du Protocole de Nagoya (PN). Le Groupe de travail II a examiné les projets de décisions de la Cdp portant sur la restauration et le changement climatique. Plusieurs groupes de contact et groupes informels se sont réunis pendant la journée et dans la nuit.

SEGMENT DE HAUT-NIVEAU

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE: Seongkyu Yoon, Ministre de l'environnement de la République de Corée, a promis l'engagement de son pays pour la conservation de la biodiversité et a indiqué que la feuille de route Pyeongchang arrive à un point critique avec le lancement par la CDB d'un examen à mi-parcours du Plan stratégique et de sa mise en œuvre.

Le Premier ministre Hongwon Chung de la République de Corée, a demandé instamment d'axer tous les efforts vers la mise en œuvre de la Feuille de route de Pyeongchang, et a souligné les initiatives entreprises par son pays à cet effet, notamment: le doublement de sa contribution financière pour la mise en œuvre d'ici 2015; la promotion de la coopération technique et scientifique à travers l'Initiative Bio-Pont; et la fourniture d'un soutien total pour l'Initiative Océan durable.

Dans un message vidéo, Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, a exhorté les parties à prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre le programme de développement post-2015 en même temps que le PN et le Plan stratégique de la CDB « dans l'intérêt des générations actuelles et futures ».

Helen Clark, Administrateur du Programme des Nations Unies pour développement, a souligné l'engagement de son organisation pour l'intensification des investissements dans la gestion des écosystèmes et de la biodiversité, à travers l'Initiative de financement de la biodiversité (BioFin).

Naoko Ishii, Directrice générale et présidente du FEM, a décrit les résultats de la GBO-4 comme un sombre tableau de l'état de la biodiversité et des écosystèmes. Soulignant que « l'argent seul ne suffit pas », elle a averti que le changement transformationnel se produira uniquement lorsque la biodiversité sera pleinement intégrée dans le programme de développement post-2015 et dans les ODD.

Descrivant la vie comme étant intrinsèquement liée à la diversité culturelle et aux valeurs morales et spirituelles, Ibrahim Thiaw, Directeur exécutif adjoint du PNUE, a rappelé que les décisions prises à la Cdp ne sont efficaces que si elles sont traduites en réalisations au niveau national.

Le Secrétaire exécutif de la CDB, Braulio Dias, a déclaré que le sort de l'humanité est étroitement lié à la diversité biologique et a averti que si le Plan stratégique n'est pas mis en œuvre dans tous les pays, « pratiquement aucun des ODD ne sera atteint ».

SEANCE PLENIERE DE LA REUNION DE HAUT-NIVEAU: Yoon, le Président de la Cdp 12 a ouvert la session. Le Secrétaire exécutif de la CDB, Braulio Dias, a présenté un

aperçu de la GBO-4, en attirant l'attention sur l'écart entre les engagements pris pour la mise en œuvre des objectifs d'Aichi et le taux de mise en œuvre, et en soulignant qu'il reste beaucoup à faire pour remédier à la perte de la biodiversité.

Via un message vidéo, Amina Mohammed, Conseillère spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur la planification du développement post-2015, a mis en relief les liens entre la conservation de la biodiversité, l'éradication de la pauvreté et le développement durable. Soulignant l'importance de « ne laisser personne derrière », elle a mentionné le Rapport de synthèse du Secrétaire général de l'ONU, qui portera sur les efforts nationaux et internationaux visant à mettre le monde sur la voie du développement durable.

Moon-Soon Choi, Gouverneur de la Province de Gangwon, République de Corée, a parlé du Sommet de la biodiversité des villes, où les participants ont réaffirmé le rôle central des autorités locales dans la conservation et la gestion de la biodiversité. Il a exprimé l'espoir que le Sommet deviendra une partie intégrante de la Cdp CDB.

Reginald Melanson, Directrice générale, de Canadian Business and Biodiversity Council, s'est appesantie sur les défis posés aux entreprises dans l'intégration de la biodiversité, y compris le manque de ressources financières et humaines, et la traduction des concepts de la biodiversité dans le langage des affaires.

Cristián Samper, Président de Wildlife Conservation Society, a parlé de la science de la biodiversité dans un monde en mutation rapide, a appelé à la mise en place d'aires protégées en plus petits nombres mais plus nombreux pour permettre aux espèces de s'adapter, et a insisté sur la coopération scientifique entre les Etats pour la réalisation des objectifs d'Aichi.

Maria Eugenia Choque Quispe, de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (IPUNQA), a attiré l'attention sur une vision holistique, intégrée et cyclique du développement durable pratiquée par les peuples autochtones. Elle a insisté sur l'implication de ces dernières dans le développement des SPANB et des protocoles communautaires.

Choony Kim, de l'Alliance pour la CDB, a exhorté les délégués à soutenir « les véritables producteurs alimentaires de ce monde », faisant référence aux femmes et aux petits exploitants agricoles. Elle a souligné le « nombre croissant des conflits » au sein de la CDB et a appelé à la divulgation des sources de financement.

Christian Schwarzer et Melina Sakiyama, du Réseau mondial des jeunes pour la biodiversité, ont fait une présentation sur le rôle des jeunes dans la lutte contre la perte de biodiversité.

Schwarzer a salué la décision XI/8 de la CDB relative à l'engagement des parties prenantes, qui a d'abord reconnu le rôle des jeunes dans le processus de la CDB. Sakiyama a annoncé le projet - « Voix des jeunes- Intégration de la GBO-4 », qui facilitera la mise en œuvre en connectant les activités de conservation entreprises par les jeunes avec les organismes, en développant des infographies et des vidéos, et en rejoignant les jeunes à travers les médias sociaux.

INTEGRATION DE LA BIODIVERSITE DANS LES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT POST-2015: Juan José Guerra Aboud, Ministre de l'environnement du Mexique, a exhorté les intervenants à s'inspirer des leçons apprises lors de l'intégration des considérations environnementales dans les politiques de développement et d'éradication de la pauvreté nationaux.



Monique Barbut, Secrétaire exécutive de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), a exhorté les parties à la CDB et à la CCD à faire preuve « d'audace et d'ambition » dans la définition des indicateurs communs de réussite.

Barbara Dégani, Sous-secrétaire du ministère italien de l'environnement et de la protection du territoire et de la mer, a présenté les politiques d'un « Nouveau pacte vert mondial » de son gouvernement, en insistant sur la valeur des partenariats solides avec les parties prenantes et des instruments financiers pour les investissements en matière d'impact.

Les panélistes Naoko Ishii, Directrice générale et Présidente du FEM, et Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN, ont fait des observations sur les présentations des conférenciers, et ont souligné la nécessité des solutions systémiques aux problèmes environnementaux.

INTEGRATION DES SPANB DANS LES STRATÉGIES NATIONALES ET LOCALES DE DÉVELOPPEMENT ET D'ERADICATION DE LA PAUVRETE ET DANS LES PROCESSUS DE PLANIFICATION: Marcellin Rabeantoandro, Sous-ministre au Ministère de l'environnement, de l'écologie et des forêts de Madagascar, a présenté les efforts de son pays visant à intégrer la biodiversité dans la politique nationale et dans la planification sectorielle.

Francisco Gaetani, Sous-ministre brésilien de l'environnement, a souligné l'importance de la participation des CAL et d'autres parties prenantes dans la conception et la mise en œuvre des SPANB. Il a présenté les initiatives qui relient la protection de la biodiversité aux stratégies de développement, et a mentionné un programme de « subvention verte » qui vise à assurer l'appropriation locale.

Les délégués ont exprimé leur engagement à la réalisation les objectifs d'Aichi, en particulier la Cible 17 sur les SPANB, et ont souligné l'intégration de la biodiversité dans leurs processus de planification nationaux et infranationaux.

GROUPE DE TRAVAIL I

PRISE EN COMPTE DES QUESTIONS D'ÉGALITÉ

ENTRE LES SEXES: Les délégués ont examiné un document de séance de la CdP. Soulignant la nécessité de poursuivre les efforts, des modalités opérationnelles et des illustrations de réalisations, l'UE, contrée par l'EGYPTE, a suggéré un libellé plus ferme dans un paragraphe demandant aux parties de faire rapport sur les mesures prises pour promouvoir l'égalité entre les sexes dans la conservation de la biodiversité. Le représentant a suggéré de faire référence aux « prochains rapports nationaux sur la biodiversité », et un texte de compromis précisant spécifiquement « le rapport relatif à la réalisation de l'Objectif d'Aichi 14 ». Les délégués ont décidé de maintenir le texte initial et ont approuvé le document de séance avec un changement mineur.

BIODIVERSITÉ ET DÉVELOPPEMENT DURABLE:

Les délégués ont examiné un document de séance de la CdP. Dans le paragraphe encourageant les parties à renforcer l'utilisation des pratiques agro-écologiques dans les zones de conservation et les zones tampons, et à promouvoir la durabilité de l'agriculture, la MAURITANIE a demandé la suppression de « zones de conservation », expliquant que cette catégorisation pourrait causer des problèmes. Le BRÉSIL a proposé, un texte « plus léger », et a invité les parties à sensibiliser sur les approches agro-écologiques à la biodiversité dans les aires protégées et les zones tampons. L'UE a demandé la suppression de « zones tampons », affirmant que ce terme n'est pas bien défini, et a suggéré de mentionner la sensibilisation sur les meilleures pratiques de l'utilisation durable, y compris les approches agro-écologiques durables. Le BRÉSIL a mis en doute la clarté des approches agro-écologiques « durables ». A l'issue des consultations, les délégués ont convenu d'inviter les parties à sensibiliser sur les meilleures pratiques de l'utilisation durable, y compris les approches agro-écologiques ayant des impacts positifs sur la conservation de la biodiversité, et ont approuvé le document de séance.

AMELIORATION DE L'EFFICACITÉ: Questions diverses: Le GT I a approuvé un document de séance de la CdP avec un changement mineur.

PROGRAMME DE TRAVAIL PLURIANNUEL: Le GT I a examiné un document de séance de la CdP, et les discussions ont été centrées sur une liste de questions stratégiques proposées pour examen à la CdP 13. L'UE a déclaré que la liste ne doit pas être spécifique au secteur et a demandé la suppression des références à l'agriculture, aux forêts et à la pêche. Les délégués ont convenu de souligner les objectifs qui doivent être atteints d'ici 2015 au lieu d'insister sur les objectifs d'Aichi, et de prendre note aussi que la GBO-4 identifie les cibles sur lesquelles des progrès significatifs n'ont pas été réalisés. Le BRÉSIL, contré par l'UE, a préconisé un nouveau texte demandant à la CdP 13 d'examiner les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de mobilisation des ressources. L'UE s'est opposée à une proposition du Canada de supprimer

l'expression « la détermination des besoins de financement pour informer la Septième Reconstitution du FEM » dans la liste des questions à examiner par la CdP 13. Un groupe des amis du Président s'est réuni pour poursuivre les discussions dans la soirée.

SOUTIEN POUR LE PLAN STRATÉGIQUE DE MISE EN ŒUVRE: Un document de séance de la CdP a été brièvement discuté pour examiner les besoins en soutien et en facilitation des activités de renforcement des capacités des pays où la mise en œuvre du Plan stratégique a été insuffisante, avec une référence particulière aux pays en développement, aux PMA, aux PEID et aux pays à économie en transition. Le document de séance a été approuvé.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS: Les délégués ont examiné un document de séance du PN. Le MEXIQUE, avec le PEROU, a proposé la suppression d'un paragraphe séparé sur la fourniture d'informations par le biais du Centre d'échange sur l'APA concernant les approches globales et intégrées pour la mise en œuvre du PN. Ils ont suggéré plutôt, et les parties ont accepté, l'inclusion d'approches non basées sur le marché dans un paragraphe traitant des informations générales fournies par le Centre d'échange. Le MEXIQUE, appuyé par le PEROU, le GUATEMALA et l'EGYPTE, mais contré par l'UE et la SUISSE, a proposé la suppression des références au Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPG). Le GUATEMALA a demandé un paragraphe sur les activités de renforcement des capacités dans le cadre des domaines prioritaires du FEM. Les délibérations se poursuivront jeudi.

APA: Les délégués ont examiné le document de séance du PN et ont poursuivi les discussions dans un groupe des amis du Président dans la soirée.

GROUPE DE TRAVAIL II

CONSERVATION ET RESTAURATION DES

ÉCOSYSTÈMES: Les délégués ont poursuivi l'examen d'un document de séance de la CdP, et ont décidé, entre autres: d'accueillir favorablement les travaux de la Convention de Ramsar et les initiatives qui soutiennent la conservation et la restauration des terres côtières humides; d'envisager des options pour la création d'une initiative de « protection des côtes »; et d'inclure une référence à la « gestion durable et aux meilleures pratiques » dans la promotion de la conservation et de la restauration des écosystèmes. Avec cet amendement et d'autres, les délégués ont approuvé le document de séance.

BIODIVERSITÉ ET CHANGEMENT CLIMATIQUE:

Les délégués ont examiné un document de séance de la CdP. S'agissant du texte sur le cadre de Varsovie pour REDD+ et de ses orientations sur la mise en œuvre des activités de REDD+, le BRÉSIL, avec l'UE et l'AFRIQUE DU SUD, a proposé de faire référence aux décisions pertinentes de la CCNUCC dans une note de bas de page. La BOLIVIE a demandé une référence à « d'autres approches de remplacement, telles que le mécanisme conjoint pour la gestion durable des forêts ». Le paragraphe est resté en suspens.

Quant à la promotion et la mise en œuvre des approches écosystémiques, l'AFRIQUE DU SUD a proposé, et les délégués ont accepté, d'insérer une référence aux « environnements terrestres et marins ». L'UE, contrée par le BRÉSIL, a proposé une référence à l'atténuation du changement climatique. Le JAPON a préféré « adaptation au changement climatique et réduction des risques de catastrophe ». Les délégués ont décidé de faire référence aux « activités liées au changement climatique et réduction des risques de catastrophe ». Les délibérations se poursuivront jeudi.

DANS LES CORRIDORS

Le matin, un sentiment exacerbé d'attente avait envahi les couloirs du Centre des conférences d'Alpensia, lorsque les ministres et les hauts fonctionnaires arrivaient pour la Réunion de haut-niveau de deux jours. Certains délégués ont déploré le fait de ne pas pouvoir participer au Segment de haut-niveau qui se déroulait à l'intérieur, puisque la session du GT I sous la tente glaciaire habituelle se tenait en parallèle avec une réunion de haut-niveau sur la biodiversité dans le programme post-2015. Pendant ce temps, les délibérations prolongées du groupe de contact sur la mobilisation des ressources n'ont pas permis une avancée vers un compromis sur les objectifs finaux. Mercredi, les discussions sur ce point se sont portées au niveau ministériel, et de nombreux délégués ont exprimé leur peur de voir échouer, à moins qu'une action urgente ne soit entreprise, l'idée courageuse conçue à Hyderabad de doubler les flux financiers liés à la biodiversité. S'agissant de la mobilisation des ressources, un délégué d'un petit pays en développement a déclaré: « Ne dites pas que nous ne faisons rien - nous avons nos propres mécanismes et initiatives financiers », et a exhorté les pays en développement plus grands à prendre des dispositions similaires au niveau national pour financer les objectifs de la biodiversité.